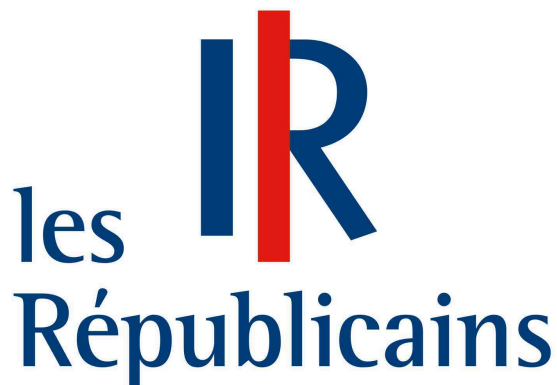


Conférence de presse "les Républicains"

Pierre Tabarin s'est exprimé



Conférence de presse "les Républicains"

Ce 26 février, à Auch, dans le but d'évoquer plusieurs sujets d'actualité dans les domaines économique, social, territorial et politique **Pierre Tabarin** avait convié les divers médias.

Il a tout d'abord excusé Grégory Bobbato, empêché, et a abordé les thèmes suivants :

1/le mal être rural

- La baisse du pouvoir d'achat qui concerne tous les Français, mais touche particulièrement les ruraux. Elle se manifeste par :

La réduction de la prime à la naissance (Paje) et la baisse de l'allocation de base qui complète l'aide apportée aux familles avec de jeunes enfants

La CSG : c'est un problème financier avec augmentation de 25% du taux puisque passage de 6.6% à 8.3%. Mais c'est aussi un problème de justice car la déductibilité de cette CSG profitera plus aux plus hauts revenus. Et surtout c'est un problème de principe car les retraités actuels disent qu'ils ont eu un temps de travail plus long supérieur à 35 heures, qu'ils ont commencé à travailler jeunes, qu'ils ont connu aussi des difficultés, et que de nos jours ils aident leurs enfants, petits-enfants, voire des parents âgés. Donc ils refusent d'être considérés comme des privilégiés.

Il y a aussi de nombreuses hausses (tabac, fioul, gaz, taxation des PEL, hausse Amexa pour les agriculteurs). Le pouvoir d'achat est donc un vrai problème, notamment pour les retraités ruraux. Donc Les Républicains soutiennent la manifestation du 15 mars, organisée par 9 organisations syndicales de retraités.

En outre il existe des taxes dont on ne parle pas, mais que les Français subiront un jour ou l'autre : contributions exceptionnelles sur les grandes entreprises, taxe sur les exploitations d'hydrocarbures, taxe sur les gîtes géothermiques, taxe sur les plus-values de ventes logements HLM, taxe sur le développement des industries de fabrication du papier. Toute hausse de charge sur les entreprises se répercute sur le consommateur et baisse son pouvoir d'achat.

- En plus il y a des préoccupations locales qui aggravent la situation.

Au niveau de l'agriculture : les zones défavorisées où les professionnels sont pessimistes quant à la bonne fin du dossier ICHN - la nouvelle PAC dont le volume et les critères restent flous -, les "Etats Généraux de l'alimentation" qui apporteront peu, car quelques centimes de plus sur le lait, les céréales ou la viande ce ne sera rien, avec de nouvelles hausses de charge, de nouvelles normes et de nouvelles importations.

Au niveau des schémas régionaux où le "SRADDET" est un piège pour la ruralité et où l'axe essentiel, où se battre, doit être l'égalité territoriale.

Nous proposons donc, face à cela, de créer un bouclier rural. Ceci parce qu'il y a des raisonnements, thèmes par thèmes (école, santé, agriculture..) et des actions, dispositifs par dispositifs, plus ou moins cohérents entre eux. Alors qu'il existe des dispositifs montagne et littoral il n'y a rien pour le rural alors que c'est d'autant plus nécessaire qu'il y a plusieurs ruralités. Nous allons travailler à la définition dudit bouclier, en évitant un égalitarisme dispendieux d'un côté, et le grignotage permanent de notre style de vie, de l'autre côté. Le but est de définir, ce dont nous avons besoin, pour protéger notre cadre de vie, en prenant appui sur le rapport du Sénat de janvier 2013, avec l'avenir des campagnes en ciblant 3 secteurs :

L'école : Il faut sortir du rapport nombre enseignants/nombre d'élèves puisqu'il s'agit d'un écart à combler, d'un ascenseur social à recréer ce qui suppose un effort spécifique.

La santé de proximité : au lieu de se disperser et de batailler partout (nombre de médecins, Ehpad, centre hospitalier...), il faut donner une priorité à la télé-médecine, ainsi qu'aux infirmiers cliniciens à "bac+ 5". Mesure plus efficace que de diminuer le numéris clausus qui n'aura un effet que dans dix ans. Permettons à des infirmiers à **Bac+3 de se former à Bac + 5**, l'effet sera possible dans les 2 ans.

L'agriculture : là aussi il faut sortir de l'approche par thèmes : ICHN, eau, normes phyto, niveau des prix, aides au bio... Ici, notre bouclier rural peut reposer sur une aide globale non morcelée, car l'indépendance alimentaire est un bien commun, et sur un mécanisme assurantiel de revenus car l'agriculture est mondialisée.

Dans le cadre de la loi du 9 janvier 1985, nous demandons que la République reconnaisse 9 ou 10 départements de moins de 30 ou 35 habitants au km² carré, avec majorité en Occitanie (Lot, Aveyron, Gers, Ariège et Lozère), mais aussi ailleurs (Haute- Marne, Creuse et Nièvre). Nous allons d'ailleurs prendre contact avec les élus LR de ces départements, afin de lancer une mobilisation commune.

Ainsi peut être pouvons nous passer du cercle vicieux, de la spirale du déclin (un commerce en moins, puis un médecin, puis une école...) à un cercle vertueux à partir d'un cap et d'un choix de quelques mesures phares.

2/la politique actuelle du gouvernement :

- les points de désaccord :

Le principe de la politique économique suivie (baisse des charges salariales compensée par une hausse de la CSG, versus baisse des charges patronales compensée par la hausse de la TVA, sauf pour le taux de base)

Le centralisme jacobin croissant,

Le manque de respect des partenaires sociaux (formation professionnelle, assurance chômage) car on ne peut pas leur dire "négociateur" et une fois un accord trouvé "cela ne me va pas et je vais mettre en place autre chose". Nous disons non à ce dialogue social en trompe l'œil.

Le manque de clarté face au communautarisme,

Le manque de clarté face à la laïcité,

Les discours tenus aux agriculteurs, quand le Président déclare "ce que nous faisons ne plait pas à tous ceux qui vivent sur des mensonges et agitent la peur" ou en vantant l'entrepreneur agricole et le juste prix car tout cela sonne faux quand les charges et les normes s'accroissent.

- les points d'accord :

La réduction de la dépense publique par la réforme de l'Etat à hauteur de 2% proche de ce que proposait Fillon (le respect des 35 heures, la simplification du travail, les gains de productivité, grâce aux technologies nouvelles, doivent permettre d'atteindre cet objectif)

La régulation de l'immigration mais nous attendons de voir le texte définitif en détail. Il faut un texte d'équilibre en sachant accueillir, intégrer et expulser. Mieux vaut accueillir moins, mais accueillir bien.

3/les propos de Laurent Wauquiez :

Les remontées de nos amis montrent des avis partagés. J'ai écrit à **Laurent Wauquiez**, ni pour soutenir, ni pour critiquer, mais pour échanger avec lui sur le sujet, en évoquant qu'une pensée ferme et déterminée, qui est nécessaire, peut s'exprimer avec des mots différents. Ceci dit c'est un épiphénomène, comme d'autres leaders en ont connus.

Il ne fait aucun doute, compte tenu du poids de LR, que Laurent Wauquiez est et sera le plus important opposant à Emmanuel Macron.

4/L'avenir des LR dans le Gers :

Je suis confiant mais vigilant.

Vigilant car une part de nos amis est tentée par un rapprochement avec la gauche locale, au nom de la défense du territoire.

Vigilant aussi, car une partie de nos amis, qui n'oublie pas, ce que la gauche toute puissante nous a fait subir, veut profiter de sa grande faiblesse actuelle, pour se rapprocher d'"En Marche".

Confiant car le rapport de force change et alors que nous avons historiquement une gauche très forte, une droite active qui gagnait parfois, nous allons avoir un paysage avec 5 forces :

-Une extrême gauche qui va monter en puissance car elle rejette une bonne part du projet de Macron

-Une gauche bien affaiblie mais qui garde un substrat culturel fort

-"En Marche" qui a commencé à se structurer

-Un Front National qui peut faire un bon score

-Et nous, canal historique de la droite, qui a des militants et qui représente, et de loin, le plus grand parti d'opposition au niveau national (100 députés, majorité au Sénat, responsabilité de nombreuses régions et départements).

Quelle sera la part de chacun ?

Qui sera en tête ?

Tout cela me paraît ouvert et tout cela me paraît très politique, d'où deux remarques :

Je suis convaincu que, ceux qui veulent se situer hors des partis, n'ont désormais plus d'espace face à cinq forces partisanes.

Par ailleurs j'observe des élus locaux, qui laissent entendre, ici où là, qu'ils sont devenus des supporters de Macron, mais restent publiquement très discrets. Et je n'en ai pas encore entendu un faire son "coming out" ! J'ai le sentiment que beaucoup d'entre eux qui ont fait leur chemin politique, avec la droite ou la gauche, sont mal à l'aise et sentent bien, que la gauche comme la droite, ce sont de longues histoires, ce sont des cultures, et que "En Marche" c'est une politique hors sol.

Je reste convaincu que la gauche et la droite vont surmonter la période difficile que suit une défaite électorale. Et je suis optimiste et déterminé pour LR y compris dans le Gers.



le président Grégory Bobbato



le secrétaire Pierre Tabarin



Pierre Tabarin, Grégory Bobbato et Barbara Neto



la déléguée de circonscription Barbara Neto